

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Formation des inspecteurs sur les techniques de formulation des faits présumptifs de fautes de gestion

L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC), en partenariat avec le DCAF, a organisé du 29 janvier au 3 février, une session de formation sur les techniques de formulation des faits présumptifs de faute de gestion au profit des inspections techniques des ministères en charge de la défense et de la sécurité et de la cour des comptes. Au cours de la session ayant regroupé 19 inspecteurs dont deux femmes, les participants ont renforcé leur capacité en matière de rédaction de rapports. En effet, afin que la justice puisse exploiter les documents transmis par les enquêteurs, il faut que ceux-ci utilisent un vocabulaire précis et adéquat notamment concernant l'identification, la qualification, le traitement des faits présumptifs et des fautes de gestion en matière d'exécution des budgets publics et la rédaction des conclusions. Cet atelier a également permis aux participants de se familiariser avec les procédures devant la cour des comptes et la méthodologie de rédaction des conclusions. Les inspecteurs s'estiment mieux équipés pour effectuer leur devoir comme en témoigne un participant « On peut s'attendre à une identification plus précise des problèmes de gestion, à des rapports plus clairs et persuasifs, de plus, cela pourrait favoriser une culture organisationnelle axée sur l'amélioration continue en mettant en lumière les domaines nécessitant une attention particulière ». Les participants mettront en pratique ces nouvelles connaissances rapidement et notamment durant la période d'audit et de contrôle qui a lieu en février et mars.



Formation du personnel féminin des FSI sur la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent

Tenue à Kaya dans la région du Centre-nord du 21 au 23 février, cette formation a réuni 28 femmes et quatre hommes. Les participants étaient issus de sept corps notamment la police nationale, la gendarmerie, les eaux et forêts, la police municipale, la douane, les sapeurs-pompiers, venus de quatre régions dont le Centre-nord, le Nord, le Plateau-central et le Sahel. Le personnel féminin des forces de sécurité intérieure (FSI) a profité de cette formation pour renforcer ses connaissances et compétences sur la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent ainsi que sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. La Commission nationale des droits humains (CNDH) a également pris part à la formation afin de présenter ses missions et les mécanismes pour la saisir afin de renforcer sa visibilité et son accessibilité et ainsi faciliter le recours à ses services pour les femmes en uniforme. Au sortir de cette formation, les participants ont émis le souhait de voir cette formation s'étendre à toutes les régions, mais surtout d'y convier également les hommes.



Formation des femmes leaders communautaires à la médiation et la gestion des conflits

Du 27 au 29 février à Kaya, le Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (SP-ONAPREGECC), en collaboration avec le DCAF, a initié une session de formation au profit de 40 femmes leaders communautaires afin de renforcer leurs connaissances et compétences en matière de techniques d'identification des conflits, de médiation et de gestion des conflits non seulement à travers des parties théoriques, mais également des mises en situation. La formation cherche à renforcer leur confiance en elles pour qu'elles s'impliquent encore davantage dans la médiation et la gestion pacifique des conflits. Durant trois jours, ces femmes leaders venues de plusieurs localités de la région du Centre-nord ont

participé activement et avec intérêt à cette formation. Durant les échanges, certaines ont souligné des difficultés spécifiques rencontrées et les empêchant de jouer pleinement leur rôle dans la gestion des conflits. « Il y a des conflits plus difficiles à gérer pour nous les femmes. Par exemple le cas d'un conflit opposant deux communautés pour une question de femmes », explique une participante. A la fin de la formation, toutes les participantes s'accordent à dire que la formation leur a fourni de nouvelles connaissances qui leur permettent de mieux mener des médiations. Elles promettent donc de mener des actions de sensibilisation et d'éducation dans leurs communautés respectives pour prévenir les conflits et favoriser la cohésion sociale.

MALI



4ème réunion du Comité Consultatif de Sécurité du District de Bamako

Après une année sans réunion, le Comité Consultatif de Sécurité (CCS) du District de Bamako s'est rassemblé pour sa quatrième réunion le 1 février. Un total de 78 personnes dont 23 femmes, issu des forces de défense et de sécurité (FDS), des autorités politiques et de la société civile ont pris part à cette activité. Dans son discours d'ouverture le Gouverneur du district a rappelé que "la réforme du secteur de la sécurité est un préalable à la paix et au développement durable car elle englobe toutes les dimensions de la sécurité humaine dans le respect des droits de l'homme". Les participants ont fait le point des recommandations de la dernière réunion ayant eu lieu en décembre 2022 ; sur les trois recommandations, seule une a été mise en œuvre entièrement. Il s'agit de la création et le lancement des CCS communaux du district de Bamako qui a eu lieu en décembre 2023. Le DCAF a ensuite rapporté les préoccupations sécuritaires qui sont ressorties des discussions entre les membres des CCS communaux et les organisations de la société civile (OSC) de femmes et de jeunes. Parmi les préoccupations rapportées, on peut citer notamment l'absence de passerelle pédestre sur les voies intérieures, la récurrence de la violence dans les espaces scolaires et universitaires et les constructions anarchiques de maisons sur les passages d'eaux causant des inondations. Ensuite, les discussions ont porté sur la situation sécuritaire du district avec des présentations de la police, protection civile et gendarmerie suivi des questions et interventions de l'assistance. Finalement, les participants ont formulé de nouvelles recommandations dont notamment, la tenue régulière des CCS communaux et régionaux et le raccourcissement des numéros verts des FDS ainsi que leur affichage dans l'espace publique.



Séminaire sur les mécanismes de collaboration entre les services d'inspection du ministère de la Sécurité et de la Protection civile (MSPC)

En 2023, des membres de l'Inspection des services de sécurité et de la protection civile (ISSPC) ont rencontré leurs homologues sénégalais afin d'échanger sur leurs expériences et de partager leurs bonnes pratiques. Parmi les recommandations formulées au retour figurait la promotion de la collaboration entre les différents services d'inspection du MSPC. Répondant à cette recommandation, l'ISSPC, avec le soutien du DCAF et EUCAP Sahel Mali, a organisé un séminaire sur les mécanismes de collaboration entre les services d'inspection du ministère de la Sécurité et de la Protection civile le 6 et 7 mars. Ce séminaire qui a réuni 25 inspecteurs dont une femme, a offert un espace de discussions entre les différents corps de contrôle du MSPC permettant des échanges d'expériences sur les méthodes de travail et les défis rencontrés et ainsi développer un cadre de collaboration répondant aux problématiques identifiées. Les échanges ont abordé de nombreux sujets tel que les mandats, les méthodes de travail et les résultats de chaque inspection du département ou encore la définition des différents types de contrôle. Cherchant à améliorer leurs performances, les inspecteurs ont réfléchi à des recommandations et se sont mis d'accord sur le besoin de mieux répartir les tâches, de déconcentrer les fonctions des inspections et de renforcer le cadre juridique et opérationnel de collaboration entre les différentes inspections.



Formations des futurs officiers de la gendarmerie

Du 15 janvier au 2 février la Direction Générale de la Gendarmerie, a organisé avec le soutien du DCAF le premier cycle du Cours Supérieur de Gendarmerie. Ce cycle de formation qui visait à doter les officiers des connaissances juridiques et des compétences pratiques et décisionnelles dont ils auront besoin dans le commandement d'unités d'enquête et d'intervention afin de strictement respecter des droits humains et la lutte contre les violences basées sur le genre. En plus du soutien technique fourni tout au long de la préparation du cours, le DCAF a animé des sessions notamment sur la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS), et les liens entre GSS, droits humains, genre et sécurité humaine. Les 36 participants comprenant trois femmes rapportent que la formation a contribué à améliorer le niveau de compréhension sur le leadership et management et leurs mises en application de façon efficace et efficiente dans leurs activités de tous les jours. Les participants ont contribué à la formation en faisant des liens entre la formation et leur vécu. Ils se sont félicités de la connaissance des thématiques abordées en lien avec les incidents pendant le service et promettent d'orienter désormais leurs actions dans ce sens.

NIGER



Formation des relais communautaires sur le monitoring et la collecte des données relatives aux abus et violations des droits humains

Dans le cadre de la collaboration avec le Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Citoyenne (MOJEDEC), le DCAF a organisé la formation de 64 relais communautaires dans la région de Tahoua sur les normes internationales de documentation des violations des droits humains et les procédures d'installation et d'utilisation de la plateforme électronique de collecte et remontée des données ainsi que les fondamentaux de la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (GRSS), les droits humains et le genre. Deux formations ont été organisées. La première a eu lieu du 18 au 19 janvier pour les communes d'Affala, de Bambeye, de Takanamatt et Tébaram. La deuxième formation a eu lieu du 20 au 21 janvier dans les communes de Tillia, de Tassara, de Tchintabaraden et de Kaou. Cette formation améliore significativement la capacité de ces acteurs à surveiller, documenter et rapporter efficacement les abus et violations des droits humains, contribuant ainsi à la protection et à la défense des droits des individus dans leur communauté.



Formations introductives aux fondamentaux de la G/RSS et au plaidoyer à l'attention des OSC

Après avoir réalisé une cartographie des organisations de la société civile (OSC) et une analyse des besoins avec les OSC partenaires du DCAF au Niger, le DCAF a mis en place un groupe de formation avec 13 OSC travaillant dans le domaine de la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (G/RSS). La formation a été répartie en deux phases pour assurer une meilleure assimilation des apprentissages. Du 14 au 16 février et du 4 au 6 mars, 30 participants, dont 13 femmes, ont ainsi enrichi leurs connaissances et renforcé leurs compétences. La première phase s'est concentrée sur l'améliorer de la compréhension par les OSC du contrôle indépendant, inclusif et efficace du secteur de la sécurité au Niger. La deuxième phase de la formation, qui privilégiait la mise en pratique, a permis le renforcement des compétences au niveau des techniques et approches de plaidoyer dans le contexte d'instabilité politique et institutionnelle actuel au Niger. Les participants ciblés pour ces formations sont principalement des cadres impliqués dans la gestion stratégique et des responsables de programmes amenés à être engagés dans le plaidoyer auprès des autorités. Le plaidoyer revêt une importance particulière dans le contexte nigérien comme en témoigne un participant : « Nous avons un défi à relever et le DCAF appuie les OSC pour le faire. Notre rôle en cette période doit être celui de combler les vides tout en rappelant aux institutions leurs missions».



Formation du groupe de travail sur la transparence et le contrôle budgétaire

Dans le cadre de la collaboration entre Alternative-Espaces Citoyens (AEC) et le DCAF, la création d'un groupe de travail sur la transparence et le contrôle budgétaire a été appuyée par l'organisation d'une formation pour les membres composants ce groupe de travail. Celui-ci regroupe neuf organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans le contrôle externe, plus particulièrement en matière de contrôle budgétaire. Organisée du 29 février au 9 mars pour 10 participants, cette formation a couvert le contrôle démocratique du secteur de la défense et de la sécurité, la transparence budgétaire, la législation nigérienne, l'analyse et le suivi budgétaire, ainsi que la gestion des marchés publics. La formation a eu recours à diverses méthodologies telles que des présentations, débats, travaux de groupe, et des sessions pratiques permettant d'appréhender l'analyse et le suivi budgétaire de façon aussi complète que possible.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)